

(N° 130)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 AOÛT 1925.

Proposition de loi tendant à réprimer le délit d'abandon de famille.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

C'est un spectacle fréquent et vraiment lamentable que celui d'un vieillard, d'une femme ou d'un enfant à qui la justice a reconnu le droit à une pension ou un secours alimentaire, droit fondé sur une obligation d'ordre familial et qui, bien que pourvu d'un titre régulier, se trouve dans l'impossibilité de l'exécuter par suite du mauvais vouloir du débiteur. Lorsque l'insolvabilité de ce débiteur est due à son propre dénûment, force est bien de se résigner. Et c'est à l'assistance publique de suppléer, le cas échéant, à cette insolvabilité. Mais lorsque cette insolvabilité n'est que le masque de la mauvaise foi, lorsqu'il apparaît constant que le débiteur, en changeant de domicile ou d'employeur ou par tout autre procédé délibéré, s'est soustrait systématiquement à son obligation alimentaire et a rendu illusoire toute mesure d'exécution, convient-il que la justice assiste impuissante à cette violation flagrante des devoirs sacrés qu'impose à tous la loi naturelle et qu'elle encourage en quelque sorte par son inertie d'inavouables calculs ?

Nous ne le croyons pas. L'institution familiale est à la base de toute organisation sociale solide et saine. Tout ce qui est de nature à fortifier cette institution mérite de retenir l'attention du législateur. Tout ce qui peut l'affaiblir justifie la recherche d'un remède. Cette considération d'ordre général n'existerait-elle pas, encore faudrait-il s'intéresser aux situations pénibles qui naissent de l'impossibilité pour beaucoup de pauvres gens d'obtenir des ressources qui leur sont indispensables. Maintes fois, la détresse qui résulte d'un tel état de choses a poussé des malheureux au désespoir, à la démoralisation, au suicide.

Faut-il ajouter que l'abandon de famille provoque, à charge des pouvoirs publics, des obligations d'assistance qui sont très lourdes ? Est-il nécessaire de signaler, comme le faisait remarquer la Conférence française du Jeune Barreau de Gand dans une délibération du 2 avril 1923, dont le texte a été adressé aux

H

membres du Parlement, que cette impossibilité matérielle pour les créanciers de pension alimentaire d'exercer leurs droits juridiquement reconnus, crée chez eux le sentiment fâcheux de l'impuissance de la justice et chez les avocats et les avoués qui les assistent une tendance à négliger parfois l'instruction des demandes de l'espèce?

C'est pourquoi nous croyons qu'il est utile de consacrer en délit le fait de se dérober volontairement au devoir alimentaire fondé sur le droit de famille. Il est permis d'invoquer à propos de ce problème d'ordre moral et juridique la formule de Cheysson, souvent rappelée en matière sociale : « la Loi doit être la conscience de ceux qui n'en ont pas ». Sanctionner ce refus volontaire par une peine, c'est aussi agir préventivement en informant les débiteurs du sort qui les attend s'ils recourent à la mauvaise foi.

Cette réforme qui était depuis longtemps réclamée en France par la Société générale des Prisons et par l'Union Fraternelle des Femmes, a été réalisée par une loi du 7 février 1924 dont M. Louis Marin a pris l'heureuse initiative.

Déjà dans notre droit belge, la Loi sur la Protection de l'Enfance du 15 mai 1912 a introduit, par son article 60 devenu l'article 360^{bis} du Code pénal, une notion analogue. Aux articles 354 à 360 du Code Pénal qui prévoyaient l'exposition et le délaissement d'enfants, et dont elle a complété le texte et renforcé les sanctions, la Loi sur la Protection de l'Enfance a ajouté un article 360^{bis} ainsi conçu :

« Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une
» amende de 50 francs à 500 francs ou d'une de ces peines seulement, sans
» préjudice s'il y a lieu à l'application de dispositions pénales plus sévères :
» les père et mère légitimes, naturels ou adoptifs qui abandonnent leur enfant
» dans le besoin, encore qu'il n'ait pas été laissé seul, refusent de le reprendre
» ou qui, l'ayant confié à un tiers, refusent de payer l'entretien de l'enfant. »

Il ne s'agit point de toucher à ces dispositions du chapitre II du livre 2, titre VII, du Code pénal. Ces dispositions sont étrangères à l'existence d'un titre civil de créance alimentaire. Nous nous proposons cette fois de réprimer le refus volontaire d'exécuter une dette alimentaire consacrée par une décision de justice.

L'infraction que nous voulons introduire dans le Code pénal existera quel que soit le créancier de l'obligation alimentaire, pourvu que cette obligation résulte du devoir familial. C'est pourquoi nous nous écartons du texte de la loi française du 7 février 1914 qui ne vise que le conjoint, les enfants mineurs ou les ascendants. Nous sommes d'avis que des descendants, enfants ou petits-enfants qui ont atteint leur majorité, peuvent être, dans certains cas, par exemple s'ils sont malades ou infirmes, aussi dignes d'intérêt que des enfants mineurs.

Peut-être quelques-uns trouveront-ils bien sévère l'application d'une sanction pénale au refus d'acquitter une obligation d'un caractère civil. Certes, nous ne contesterons pas les inconvénients et les abus de la contrainte par corps telle que la prévoyait notre ancien droit et nous ne songeons pas en poursuivre le rétablissement. Il ne s'agit ici que de punir un calcul particulièrement odieux. Les seuls créanciers dont nous nous préoccupons doivent leur titre, non pas à

une convention ou à une disposition légale d'ordre quelconque, mais bien à la loi naturelle elle-même dont la justice civile n'a fait que consacrer les obligations impérieuses. Notre proposition ne punit le manquement du débiteur que si ce manquement est volontaire. Avant d'appliquer une sanction pénale, le tribunal devra peser et vérifier au besoin les explications qui auront été fournies par le débiteur si celui-ci s'est présenté devant le juge de paix, à la suite de la convocation que prévoit l'article 2 de la proposition. Si la carence du débiteur trouve son excuse dans une impossibilité réelle d'exécution, si son insolvabilité est le résultat de circonstances plus fortes que sa volonté, le juge répressif ne condamnera pas. Ce n'est point l'insolvabilité qui constituera le délit, mais bien le parti-pris de se soustraire à une obligation de droit naturel qui a été consacrée par une décision de justice.

H. CARTON DE WIART.

4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 AUGUSTUS 1925.

Voorstel van wet om het wanbedrijf van familieverlating tegen te gaan.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN.

Het is een vaak voorkomend en waarlijk bedroevend schouwspel een ouderling, vrouw of kind te ontmoeten aan wie de rechtbank aanspraak heeft toegekend op een jaargeld of een hulpgeld voor onderhoud, — een recht dat gegrond is op eene verplichting van familialen aard —, en die, hoewel een regelmatig titel bezittende, zich in de onmogelijkheid bevinden hem te doen gelden ten gevolge van kwaadwilligheid bij den onderhoudsplichtige. Wanneer het onvermogen van dezen laatste te wijten is aan zijn eigen nooddrift, dan moet men zich wel er in gelaten. De openbare onderstand heeft dan tot plicht van, desgevallend, aan dit onvermogen tegemoet te komen. Doch wanneer dit onvermogen slechts moet dienen om de kwade trouw te bemantelen, wanneer het vaststaat dat de onderhoudsplichtige, met van woonplaats of van werknemer te veranderen of door gelijk welk andere beraden handelwijze, zich stelselmatig aan zijne verplichting tot levensonderhoud heeft onttrokken en iederen uitvoeringsmaatregel ijdel heeft gemaakt, past het dan, dat het gerecht deze ondubbelzinnige schending van de geheiligde plichten, welke de natuurlijke wet aan allen oplegt, dulde en dat het door zijne lamlendigheid in eeniger mate verhelen berekeningen dekt?

Wij denken het niet. De familiale instelling ligt ten grondslag aan iedere kloeke en gezonde sociale inrichting. Al hetgeen van aard is om deze instelling te versterken verdient de aandacht van den wetgever gaande te houden. Al hetgeen haar kan verzwakken is van aard om het zoeken naar een redmiddel te billijken. Zelfs indien deze beschouwing van algemeenen aard niet bestond, zou men nog moeten belangstellen in de pijnlijke toestanden welke ontstaan uit de onmogelijkheid waarin zich vele arme lieden bevinden om hulpmiddelen te bekomen welke hun onontbeerlijk zijn. Menigmaal werden ongelukkigen, door de vertwijfeling, uit zulk een staat van zaken geboren, gedreven tot wanhoop, zedelijke ontwrichting en zelfmoord.

Dient er bijgevoegd, dat door het verlaten van familie ten laste van de openbare machten verplichtingen komen tot zeer zware bijstandverlening. Is het noodig er op te wijzen, zooals werd aangestipt door de Fransche Conferentie der Jonge Balie van Gent, in eene beraadslaging van 2 April 1924, waarvan de tekst aan de Kamerleden werd gezonden, dat deze stoffelijke onmogelijkheid voor die recht hebben op een onderhoudsjaargeld van hunne door de rechtsmachten erkende rechten uit te oefenen, bij hen het hachelijk gevoel van rechtsonmacht doet ontstaan en, bij de advocaten en de pleitbezorgers die hen bijstaan, een neiging om somtijds het onderzoek van dergelijke eischen te verwaarloozen?

Daarom meenen wij dat het nuttig is tot wanbedrijf te maken het feit van zich vrijwillig te onttrekken aan de verplichting tot onderhoud welke steunt op het familierecht. Ten aanzien van dit problema van zedelijken en rechtskundigen aard, mag de zoo vaak in sociale zaken geldende formule van Cheysson ingeroepen worden : « de wet moet het geweten zijn van die er geen hebben ». Met deze vrijwillige weigering te straffen, handelt men ook op voorkomende wijze, daar de onderhoudsplichtigen gewaarschuwd worden omtrent het lot dat hun te wachten staat bijaldien zij te kwader trouw zouden zijn.

Deze hervorming, welke sinds langen tijd in Frankrijk werd geëischt door de « Société Générale des Prisons » en door de « Union Fraternelle des Femmes », werd verwezenlijkt door eene wet van 7 Februari 1924, dank zij het heilzaam initiatief van den heer Louis Maris.

In ons Belgisch recht, wordt door de wet op de Kinderbescherming van 15 Mei 1912, in haar artikel 60 (art. 360^{bis} geworden van het Strafwetboek), een gelijkaardig begrip gelascht. Bij de artikelen 354 tot 360 van het Strafwetboek, waar voorzien wordt het te vondeling leggen en het verlaten van kinderen, en waarvan de wet op de Kinderbescherming den tekst heeft aangevuld en de strafbepalingen verscherpt, voegt deze wet een artikel 360^{bis}, luidende :

- » Wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en
- » met geldboete van 50 tot 500 frank, of met slechts eene dezer straffen,
- » onverminderd, desvoorkomend, de toepassing van zwaardere strafbepalingen :
- » De wettige, natuurlijke vader of moeder, de pleegvader of de pleegmoeder
- » die hun kind in behoeftigen toestand achterlaten, ook wanneer het niet alleen
- » werd gelaten, die weigeren het terug bij zich te nemen of die, het aan een
- » derde hebbende toevertrouwd, het onderhoud van het kind weigeren te
- » betalen. »

Er is geen sprake van te raken aan deze bepalingen van hoofdstuk II, boek 2, titel VII, van het Strafwetboek. Deze bepalingen hebben hier niets te maken met het bestaan van een burgerlijken rechtstitel op onderhoudsmiddelen. Wij stellen ons voor, de vrijwillige weigering van een gerechtelijk bekrachtigde onderhoudsverplichting te beteugelen.

Het misdrijf dat wij in het Strafwetboek willen doen opnemen zal bestaan, welke ook de persoon zij die onderhoudsverplichting heeft, mits deze verplichting blijkt uit den familialen plicht.

Om die reden wijken wij af van den tekst der Fransche wet van 7 Februari 1924

welke alleen den echtgenoot bedoelt, de minderjarige kinderen of de bloedverwanten in de opgaande linie. Wij zijn van meening dat afstammelingen, kinderen of kleinkinderen welke hunne meerderjarigheid hebben bereikt, in sommige gevallen — bijvoorbeeld indien zij ziek of gebrekkelijk zijn — evenveel belangstelling kunnen waard zijn als minderjarige kinderen.

Wellicht zullen sommigen het als zeer streng aanzien dat eene strafbepaling wordt toegepast op de weigering zich te kwijten van een burgerrechtelijke verplichting. Gewis, wij betwisten niet de bezwaren en de misbruiken van den lijfswang, zooals deze in onze voormalige rechtspleging was voorzien en wij denken er niet aan hem terug te doen invoeren. Hier geldt het alleen een bijzonder lage berekening te straffen. De enkele onderhoudsrechthebbenden, waarmede wij ons bezighouden, danken hun titel niet aan een overeenkomst of aan eenige wetsbepaling, maar wel aan de natuurlijke wet zelf, waarvan de burgerlijke rechtsmacht alleen de dwingende verplichtingen huldigt.

Door ons voorstel wordt alleen gestraft het in gebreke blijven van den schuldenaar, indien deze tekortkoming vrijwillig is. Alvorens een strafbepaling toe te passen, dient de Rechtbank desnoods de uitleggingen te wikken en te wegen, aangebracht door den onderhoudsplichtige, indien deze zich voor den vrederechter heeft aangeboden ten gevolge van de bijeenroeping voorzien bij artikel 2 van het wetsvoorstel. Mocht de tekortkoming van den onderhoudsplichtige hare versooning vinden in een wezenlijke onmogelijkheid van uitvoering, mocht zijn onvermogen het gevolg zijn van omstandigheden sterker dan zijn wil, dan zal de strafrechter niet veroordeelen. Het is geenszins het onvermogen dat het wanbedrijf uitmaakt, maar wel de vooringenomenheid zich te onttrekken aan een verplichting van natuurlijk recht, door eene rechterlijke beslissing bekrachtigd.

H. CARTON DE WIART.

(4)

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

**Proposition de loi tendant à réprimer
le délit d'abandon de famille.**

ARTICLE PREMIER.

Sera tenue pour coupable d'abandon de famille et sera punie d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de cinquante à cinq cents francs (50 à 500 francs) ou d'une de ces peines seulement, toute personne qui, ayant été condamnée par une décision judiciaire, passée en force de chose jugée, à fournir une pension alimentaire à son conjoint, à ses descendants ou à ses ascendants, sera volontairement demeurée plus de trois mois sans acquitter les termes de la dite pension.

Les pères et mères condamnés pour abandon de famille pourront être privés de la puissance paternelle et de leurs droits civiques.

Il pourra être fait application, en cette matière, des dispositions légales sur les circonstances atténuantes ainsi que sur la condamnation et la libération conditionnelles.

ART. 2.

Lorsqu'une personne débitrice d'aliments, dans les conditions prévues à l'article 1^{er}, au profit de son conjoint, de ses descendants ou de ses ascendants, est demeurée plus de trois mois

**Voorstel van wet om het wanbedrijf
van familieverlating tegen te gaan.**

EERSTE ARTIKEL.

Wordt voor schuldig gehouden aan familieverlating, mitsgaders gestraft met gevangenzetting van acht dagen tot drie maand of met eene geldboete van vijftig tot vijf honderd frank (50 tot 500 fr.) alwie, veroordeeld geweest zijnde door eene in kracht van gewijsde gegane rechterlijke uitspraak om een jaargeld tot onderhoud uit te keeren aan zijn echtgenoot, aan zijne afstammelingen of aan zijne bloedverwanten inde opgaande linie, meer dan drie maanden in gebreke is gebleven de termijnen van gezegd pensioen te kwijten.

De wegens familieverlating veroordeelde vaders en moeders kunnen van de ouderlijke macht en van hunne burgerrechten worden beroofd.

In deze zaak kunnen van toepassing worden gemaakt de wettelijke bepalingen op de verzachtende omstandigheden en op de voorwaardelijke veroordeeling en invrijheidstelling.

ART. 2.

Wanneer een persoon die, in de voorwaarden voorzien bij artikel 1, onderhoudsmiddelen verschuldigd is aan zijn echtgenoot, aan zijne afstammelingen of aan zijne bloedverwanten in

sans acquitter les termes de sa pension, elle sera appelée devant le juge de paix à la requête de toute personne intéressée ou du ministère public, et ce, au moyen d'une lettre recommandée signée et adressée par le greffier avec accusé de réception.

Le juge de paix recueille les explications des parties et dresse du tout procès-verbal qu'il transmet au Procureur du Roi.

de opgaande linie, meer dan drie maanden in gebreke is gebleven de termijnen van zijn pensioen te kwijten, wordt hij door den vrederechter onthouden ten verzoeken van belanghebbenden of van het Openbaar Ministerie, en dit door middel van een aangezekenden brief door den griffier geteekend en toegezonden met een bericht van ontvangst.

De vrederechter neemt de verklaringen van partijen af en maakt daarvan een proces-verbaal op, dat hij aan den Procureur des Konings verzendt.

H. CARTON DE WIART.

F. MASSON.

J. DESTREE.

EUG. STANDAERT.

EUGÈNE SOUDAN.
